

Démocratie culturelle :

Des mouvements sociaux pour façonner une démocratie approfondie

L'enchevêtrement de crises que nous vivons préfigure déjà les prochaines à venir. Pour s'en sortir, il s'agit de travailler collectivement sur les rouages démocratiques, à travers le prisme de l'éducation populaire et en visant la démocratie culturelle comme nouveau régime de démocratie approfondie. Les organisations sociales sont confrontées aux défis de l'égalité, de l'internationalisation et des conflits, auxquels elles doivent faire de la place dans leur analyse et action.

Les crises ne se succèdent plus, elles s'enchevêtrent les unes aux autres : guerres, crise de la démocratie, crise de la représentation, crise environnementale, crise des migrants, crise de l'information, crise idéologique, sans oublier l'omniprésente crise sanitaire. Tout concourt à se demander si la crise ne serait pas devenue une nouvelle normalité. « Les crises ont cette singularité qu'elles se neutralisent ou s'invisibilisent mutuellement dans l'espace public. Celle qui l'occupe, l'occupe tout entier, concentrant sur elle toute l'économie de l'attention », analyse Didier Fassin, dans son dernier ouvrage¹ qui questionne la nouvelle « normalité » de la crise. Il souligne la singularité du moment présent et propose de le qualifier plutôt de « moment critique », notamment pour ce qui touche à la crise de la démocratie et à l'environnement.

Voilà le diagnostic très profond et très durable : ce moment critique nécessite, pour reprendre les mots de Christian Maurel, une « bifurcation de l'histoire ». Et pour participer à ce mouvement, il nous faut tenter d'infléchir le cours de l'action longue d'organisations collectives capables d'accueillir les défis d'aujourd'hui : dans nos organisations, nous devons mieux faire place à l'égalité, à l'internationalisation et à la délibération.

FAIRE PLACE À L'ÉGALITÉ

Nous assistons actuellement à une multiplication et une montée en intensité de mouvements sociaux qui prennent actuellement place dans l'espace public : les gilets jaunes, les marches pour le climat, #Me-Too, les grèves des femmes, *Black Lives Matter*, etc. En travers de l'hétérogénéité de ces mouvements, ils ont un point commun : la critique des rapports de domination. Tant pour les luttes écologistes et féministes qu'antiracistes, décoloniales et migratoires, c'est bien le système patriarcal qui se trouve radicalement remis en cause : une vision de société verticale, autoritaire et ethnocentrée, qui démontre son obsolescence, sa violence, sa vanité

¹ D. Fassin (dir.), *La société qui vient*, Paris, Seuil, 2022.

aujourd'hui, tant cette société-là est incapable de produire de l'égalité et de la dignité. Il est aussi intéressant d'observer que ces mouvements reposent sur un leadership collectif, avec une vision, une stratégie, une organisation, mais animées de façon horizontale. Une société hiérarchique n'est plus soutenable aujourd'hui et ces mouvements nous le signifient aussi par leur mode d'organisation. Le message de ces mouvements est évident :

« *Nous ne nous sentons pas représentés, donc nous allons nous organiser en dehors des formes traditionnelles, en marge* ». Ce message doit alerter les organisations sociales et ce changement culturel qui est à l'œuvre partout doit évidemment concerner le fonctionnement des organisations sociales du mouvement ouvrier, pour faire place aux personnes dans leur diversité et leur globalité complexe et intégrer l'horizontalité.

Mais, ni l'antiracisme, ni le féminisme ne se décrètent : ils représentent avant tout des démarches actives, autocritiques, de déconstructions permanentes. Démarches qui doivent obligatoirement passer par des faits, par des actions concrètes, et cela à trois niveaux qui se nourrissent les uns les autres, qui se répondent :

- ❖ D'abord **une démarche d'introspection** : être à l'écoute de ce qui se passe dans nos organisations et, par-delà, dans les subjectivités des personnes elles-mêmes : reconnaître ce qui existe, ce qui s'y passe, ce qui est mis en doute ou affirmé comme un nouvel horizon.
- ❖ Ensuite **la formation** qui passe par une appropriation des savoirs d'expérience ou savoirs sociaux élaborés par les militantes de ces luttes pour en élaborer la portée conceptuelle : les concepts de privilèges, de fragilité, d'alliances et de complicité, autant de concepts construits par des décennies de luttes sociales « *cognitives* » et d'études académiques. Ces outils nous apprennent à énoncer et repérer les choses, à analyser, à dénoncer et à lutter contre ces dominations.
- ❖ Et enfin, **des actions concrètes** pour passer de la posture d'alliés à celle de complices, pour passer de la culpabilité à la responsabilité.

FAIRE PLACE À L'INTERNATIONALISATION

Si le moment critique est global, la réponse doit l'être aussi². Les histoires longues des peuples des Suds, leurs mémoires collectives, les œuvres de leurs langues et de leurs manières de voir, de croire et de faire offrent un potentiel critique immense et puissant dont nous, héritier-es du capitalisme industriel, postindustriel et financier, avons à reconnaître l'immense nécessité, la profonde fécondité. Regardons dès lors vers les Suds qui ont beaucoup à nous apprendre. Nous ne sommes pas seuls. Démocratiser veut dire aussi *désoccidentaliser*. Voici trois défis qui interpellent aussi les mouvements ouvriers et leurs organisations sociales :

- ❖ **Métisser nos recherches** : notre production de connaissance et de savoirs sociaux stratégiques doit s'ouvrir au monde. Aucun enjeu ne peut être compris uniquement du point de vue d'ici. C'est à nous de diversifier, de « créoliser » nos ressources et méthodologies d'analyses.
- ❖ **Créer de nouveaux canaux d'échanges de savoirs et de métissages de nos formations** : le mouvement ouvrier dispose de multiples dispositifs de formation qui doivent être des moteurs avant-gardistes dans les échanges et la visibilité donnée à ces interrelations. Nous nous devons de faire évoluer nos programmes. Et, pourquoi pas, de renouer avec des traditions d'échanges dans une perspective tout à fait égalitaire.
- ❖ Enfin **structurer notre information et nos actions en réseaux internationaux** : on le voit actuellement, c'est à un niveau supranational que désormais nombre d'enjeux géopolitiques, socioéconomiques et énergétiques s'invitent. Pour que notre « puissance relative » soit plus féconde ou effective, nous devons organiser des réseaux de lutte aux niveaux européen et internationaliser nos actions.

² A. Estenne, préface, dans L. Dusoulier et M. Maeschalck, *Les défis d'un nouvel internationalisme*, Weyrich Africa, octobre 2021.

FAIRE PLACE AUX CONFLITS ET À LA DÉLIBÉRATION

Les enseignements qui précèdent prolongent au niveau de la méthode et de la démarche qui animent ces luttes : l'éducation populaire en est le chemin, la démocratie culturelle en est l'horizon. Le conflit est le moteur de la production de la société moderne. Selon Paul Ricoeur, c'est le travail sur ce qui nous divise qui nous permet de vivre ensemble, sur le plan collectif et ce travail porte le nom d'exigence démocratique. Le paradigme central qui s'esquisse depuis une cinquantaine d'années serait de nature culturelle. Au-delà comme en travers de la question du pouvoir politique, au-delà comme en travers de la question de la distribution sociale des richesses économiques, c'est la question du sens du développement, du sens de la vie sociale, qui serait centrale.

Cette question est profondément de nature culturelle et ne peut être « mise au travail » que par des démarches, méthodes et pratiques culturelles, au sens anthropologique du mot. Les conflits à nommer et conduire mobilisent la résistance des individus, seules et en commun, contre l'expropriation de leur autonomie de sujets libres, tant par rapport au marché que par rapport aux mouvements identitaires. Construire ce questionnement, donner forces et formes au paradigme culturel, sup- pose massivement une nouvelle époque des droits humains, en l'occurrence celle des droits culturels³.

L'expression et l'imagination, l'analyse et la créativité, la délibération et la préparation des arbitrages sont, notamment, ce que tend à faire l'éducation permanente ou, mieux dit encore, l'éducation populaire. Cette démarche est basée sur le principe d'un processus collectif, d'un cheminement, d'une délibération, dans la durée, qui peut accueillir les débats, les conflits. Donner sens à la vie en commun, dans la complexité de nos sociétés, demande du temps pour exprimer le sens profond des contradictions, les analyser et en délibérer, toutes et tous. Et bien sûr, cela va de soi, le distanciel est inopérant pour mettre au travail des conflits et construire ces processus collectifs, qui sont basés par définition sur le fait de se réunir, de se rencontrer, en présence⁴.

Nous le savons, cet enchevêtrement de crises est à comprendre comme une répétition générale d'autres crises à venir et notre seule solution est de sortir de la logique d'urgence, pour entrer en démocratie approfondie, continue, nous permettant à l'avenir d'éviter ou de traverser ces crises collectivement, et surtout également. Nous avons besoin d'une démocratie qui interroge le sens et le non-sens de nos actions par un infini partage d'expériences, de savoirs, de valeurs et de visions du monde, y compris, d'abord dans nos organisations sociales.

Ariane ESTENNE

Présidente du Mouvement Ouvrier chrétien

Protection de la propriété intellectuelle : la FTU utilise le système de licences et de partage des connaissances Creative Commons

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/be/deed.fr>



Les notes d'éducation permanente sont mises à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage à l'Identique 3.0 non transposé.

Les autorisations au-delà du champ de cette licence peuvent être obtenues auprès de christine.steinbach@ftu.be

**FTU – Association pour une
Fondation Travail-Université**

Chaussée de Haecht, 579

1030 Bruxelles

+32-2-2463851

Site éducation permanente : www.ftu.be

Éditrice responsable : Dominique Decoux

Avec le soutien de la



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

³ L. Carton, « Déployons les droits culturels pour répondre à la figue démocratique », *La Libre Belgique*, 12 novembre 2019 (en ligne). Texte également signé par Françoise Tulkens, ancienne juge et vice-présidente de la Cour européenne des droits de l'Homme, Sabine de Ville, présidente de la Culture et démocratie (Bruxelles), Bernard Focroulle, musicien, ancien directeur du Festival d'Aix-en-Provence, ancien directeur de la Monnaie, membre-fondateur de Culture et démocratie.

⁴ C. Mathy et J. Blairon, « Pourquoi il faut refuser l'exercice du travail en distanciel », *Intermag*, RTA asbl novembre 2021 (en ligne : www.intermag.be).